

DISSERTATION

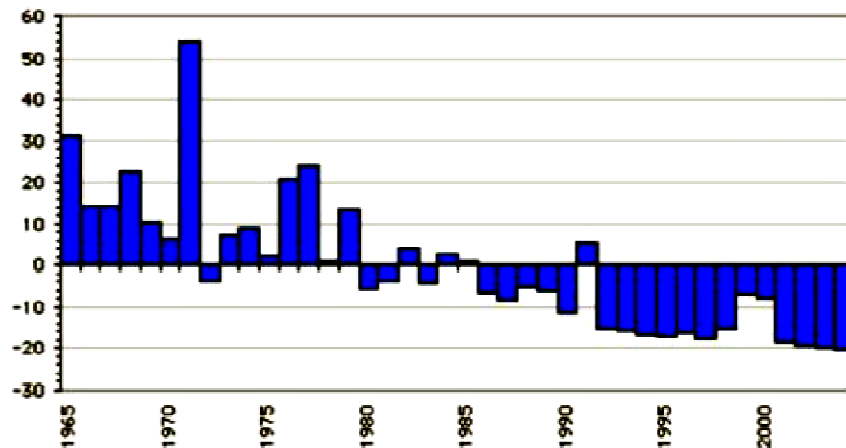
Il est demandé au candidat :

1. de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
2. de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
3. de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
4. de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Sujet = Une croissance élevée est elle compatible avec un développement durable ?

DOCUMENT 1 – Différence annuelle entre les découvertes de réserves de pétrole, et la consommation de pétrole
(En milliards de barils)



(Source : Association for the Study of Peak Oil and Gas (Association pour l'étude du pic de pétrole et de gaz), <http://www.wolfatthedoor.org.uk/francais/> Octobre 2006)

DOCUMENT 2 –

Si le monde disposait seulement d'une offre fixe de ressources naturelles non renouvelables, comment les générations futures pourraient-elles satisfaire leurs besoins ? L'exemple typique est celui du pétrole. Lorsque la quantité disponible sera épuisée, les générations vivant à ce moment-là devront s'en passer et auront un niveau de vie moins élevé.

Malgré le caractère presque évident de ces arguments, des économistes répondent que le progrès technique donne souvent des moyens de dépasser ces limites. Si on compare l'économie d'aujourd'hui à l'économie du passé, on peut observer que la manière d'utiliser les ressources naturelles s'est modifiée, parfois dans le sens d'une amélioration. Les voitures consomment moins, les maisons neuves ont des performances énergétiques supérieures. L'extraction du pétrole est plus efficace. Le développement d'énergies alternatives permet de substituer des ressources renouvelables à des ressources non renouvelables. [...]

Toutes les politiques visant au développement des énergies renouvelables, à encourager les logements « basse énergie », etc. s'inspirent de cette logique, et donnent un « coup de pouce » au progrès technique pour assurer un développement durable.

(Source : Guillaume GIRMENS, « Développement durable et principes économiques », *IDEES, la revue des sciences économiques et sociales*, 144, juin 2006)

DOCUMENT 3 – Croissance économique entre 1988 et 2007

En % par an	1988-1997	1998-2007
Economies avancées	2,9	2,6
Pays émergents et en développement	4,1	5,8
Chine	9,9	8,9
Inde	5,9	6,5
Monde	3,4	4,1

(Source : Fonds Monétaire International, *Perspectives de l'économie mondiale*, 2006)

DOCUMENT 4 –

Le protocole de Kyoto, ouvert à ratification le 16 mars 1998, est entré en vigueur en février 2005. Il a été ratifié à ce jour par 156 pays, mais ni par les Etats-Unis, ni par l'Australie. [...]

Le protocole de Kyoto repose sur un principe relativement simple : les pays développés et en transition se sont engagés sur un objectif global de réduction de leurs émissions de Gaz à effet de serre de 5,2 % en 2008-2012 par rapport au niveau de 1990. Cet objectif global a ensuite été décliné en objectifs individuels par pays en fonction de leurs projections de croissance des émissions (en forte hausse ou en stabilisation), de leur capacité financière, mais aussi de leur engagement politique sur la question du climat : certains pays ont des objectifs à la baisse (-8 % pour l'Union européenne, -6 % pour le Japon) et d'autres en stabilisation (0 % pour la Russie). Les Etats-Unis, qui avaient décidé de ne pas ratifier le protocole, avaient un objectif de -7 %. Si l'on considère l'ensemble des pays développés, l'objectif de -5,2 % fixé par le protocole représente en réalité une diminution de 20 % par rapport au niveau d'émissions anticipé pour 2010 si aucune mesure de contrôle n'avait été adoptée. Les engagements de réduction sont donc loin d'être négligeables.

(Source : Aurélie VIEILLEFOSSE, « *Que faire après Kyoto ? Les principaux enjeux* », Revue d'économie financière, 83, mars 2006).

DOCUMENT 5 – Intensité énergétique

En tonnes d'équivalent pétrole / PIB	1973	1979	1986	1998	2005
OCDE – Amérique du Nord	0,40	0,37	0,30	0,27	0,24
OCDE - Pacifique	0,14	0,13	0,11	0,12	0,11
OCDE - Europe	0,24	0,23	0,20	0,17	0,14
France	0,18	0,17	0,16	0,15	0,14
Asie	0,25	0,26	0,24	0,26	0,18

Note : dans ce document, l'intensité énergétique mesure la quantité d'énergie nécessaire pour produire 1000 dollars de PIB en dollars de 1999. Ainsi, en 1973, pour produire 1000 dollars de 1999 de PIB, on avait besoin en France d'une énergie équivalente à 0,18 tonne de pétrole, alors qu'en 1998, pour produire la même quantité de PIB, il ne fallait plus que l'équivalent de 0,15 tonne de pétrole.

(Source : Joël MAURICE, *Le prix du pétrole*, Rapport du Conseil d'Analyse Economique, La Documentation Française, 2001 actualisé 2008).

DOCUMENT 6 –

Faut-il créer une taxe carbone ? A cette question préalable, tous les partenaires sociaux répondent oui sur le principe. Du point de vue des économistes, la taxe carbone est jugée comme le meilleur instrument pour orienter à moindre coût l'économie française vers un modèle moins émetteur de gaz à effet de serre. Plusieurs études annoncent un " double dividende " : non seulement la taxe permet d'atteindre les objectifs climatiques mais elle génère un surcroît de croissance.

Quelle doit être l'assiette de la taxe ? L'idée de taxer les produits en fonction de leur contenu en carbone n'apparaît dans la pratique pas faisable. Le consensus semble acquis sur le fait de taxer les consommations d'énergies fossiles en fonction de leurs émissions de CO₂ dans les secteurs des transports et de l'habitat. Les secteurs industriels soumis au régime européen des quotas d'émissions ne seraient pas concernés. Le débat sur l'électricité demeure. Les grandes installations électriques sont soumises au système européen mais en raison des tarifs réglementés en France, le prix du CO₂ n'est pas répercuté sur le consommateur. Ce que regrette Philippe Quirion du réseau Action climat car il n'y a donc aucune incitation à baisser sa consommation d'énergie.

Quel prix pour la tonne de CO₂ ? Les partisans d'une introduction en douceur de la CCE semblent l'emporter. Le chiffre souvent évoqué tourne autour de 35 euros la tonne de CO₂. En 2010, la taxe rapporterait alors environ 9 milliards d'euros, pesant à part égale sur les ménages et sur les entreprises. Problème, le signal sur les prix de l'énergie risque d'être trop faible pour modifier les comportements. Et son rendement serait insuffisant pour assurer à la fois des mesures de compensation et financer des dispositifs pour inciter les ménages à s'équiper "vert". Olivier Godard, professeur à Polytechnique plaide donc pour qu'« on élargisse tout de suite la taxe à d'autres gaz comme le méthane ».

(Source : Laurence Caramel, *Le Monde* du 05 juillet 2009)

CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Introduction

Amorce = Au nom des générations futures, le Président Sarkozy a décidé d'instaurer en septembre 2009 une taxe carbone de 17 € la tonne de CO₂, payée, à partir de 2010, par tous les utilisateurs d'énergie fossile (pétrole, gaz, fuel. En augmentant le prix de ces énergies, cette taxe devrait envoyer un *signal* aux utilisateurs afin de les inciter à réduire leur consommation et à se tourner vers des équipements moins gourmands et moins polluants (Doc 6).

Problématique = Peut-on concilier une forte augmentation du volume de la production mondiale et la pleine satisfaction des besoins des générations actuelles et ceux des générations futures ? Peut-on continuer à accroître les richesses matérielles tout en réduisant les inégalités de développement et en préservant notre environnement ? Le mode de consommation occidental est-il extensible à l'ensemble de la population mondiale ? Comment obtenir des agents économiques un comportement solidaire et respectueux de l'environnement ?

Annonce du plan = Après avoir démontré que notre mode de vie occidental ne peut se diffuser tel quel à l'ensemble de la planète, nous envisagerons les différentes mesures nécessaires pour rendre le développement des pays durable.

1 – NOTRE MODE DE CROISSANCE EST INSOUTENABLE A LONG TERME

A – SI LA CROISSANCE EST NECESSAIRE AU DEVELOPPEMENT HUMAIN...

Phrase introductive = L'augmentation du volume de la production a long terme a, pendant longtemps, été présentée comme le fondement du progrès économique et social. La croissance économique permettait à la fois une élévation du niveau de vie et une modification de nos modes de vie synonymes d'une réduction des inégalités et d'une augmentation du bien-être des populations. Plusieurs arguments plaident en ce sens.

- *Tout d'abord, il existe une corrélation positive entre la croissance économique et le développement humain.* Ainsi, les pays occidentaux qui sont partis les premiers dans la course à la croissance, au cours du XIXe siècle, sont ceux qui ont l'indicateur de développement humain (IDH) le plus élevé. En moyenne, les populations de ces pays jouissent d'un haut niveau de richesses matérielles, d'un bon niveau d'éducation et d'une espérance de vie élevée.
- *Ensuite, la croissance permet le rattrapage des niveaux de vie entre pays riches et pays pauvres.* La Chine et L'Inde ont une croissance de leur PIB près de 4 à 3 fois supérieure à celle des pays occidentaux développés : 8,9% par an en moyenne entre 1998 et 2007 pour la Chine et 6,5% pour l'Inde contre 2,6% pour les économies avancées (Doc 3). A ce rythme, le niveau de vie des chinois sera supérieur à celui des américains dans une trentaine d'années ! La pauvreté a ainsi reculé dans le monde ces 20 dernières années grâce à la croissance des pays émergents.
- *En effet, la croissance s'accompagne de changements structurels qui entretiennent la croissance.* La hausse de la production permet de créer de nombreux emplois et d'intégrer la totalité de la population dans la société car l'emploi procure à la fois revenus, statut et liens sociaux. La croissance a également permis à l'Etat de financer un certain nombre de services collectifs (éducation, santé) qui ont considérablement amélioré les conditions de vie de la population et leur efficacité productive. Enfin, une amélioration du bien-être de la population provoque un changement de mentalité. Une population plus instruite prend en charge son destin et participe davantage aux débats sur les questions de société. La société a donc tendance à se démocratiser.

Phrase de transition = La croissance est donc source de prospérité. Cependant, de nombreuses inégalités dans le partage des ressources subsistent et on commence à s'interroger sur la capacité de la terre à fournir la totalité des biens intermédiaires nécessaires pour réaliser cette croissance de la production. Ce mode développement est-il durable ?

B – SON RYTHME ACTUEL N'EST PAS SOUTENABLE A LONG TERME

Phrase introductive = Dès 1798, Malthus dans son « Essai sur le principe des populations » estime que la croissance de la population mondiale va se heurter à une insuffisance des ressources naturelles. Deux siècles plus tard, un certain nombre d'économistes (le Club de Rome dans "Halte à la croissance", 1972, Georgescu-Roegen dans « Demain la décroissance », 1979, le rapport Stern sur l'économie du changement climatique, 2006) et d'écologistes attirent notre attention sur les coûts et les dangers de la croissance.

- *Toute production est destruction.* On assiste à un épuisement progressif des ressources naturelles non renouvelables et des ressources renouvelables (épuisement des sols trop sollicités et imbibés d'engrais, surpêche, épuisement du sous-sol en pétrole, minerais, etc.). Ainsi, depuis les années 1990, les découvertes de nouveaux puits de pétrole ne couvrent plus la consommation mondiale. Le pétrole va devenir de plus en plus rare et cher (Doc 1).
- *Toute production humaine porte atteinte à l'environnement.* La croissance se traduit par des pollutions et des nuisances diverses (réchauffement de la planète, réduction de la biodiversité, pollution de l'air, de l'eau, du sol, montée du bruit, amoncellement des déchets...). La croissance produit donc des *externalités négatives*, c'est à dire des effets secondaires qui ne sont pas financièrement pris en charge par les producteurs de ces externalités mais par l'État ou par ceux qui les subissent. Or, ce sont souvent les populations les plus pauvres qui font les frais de ces atteintes à l'environnement (désertification, montée des eaux, migrations...).
- *Cette destruction de l'environnement est mal mesurée* car le PIB retient comme production tous les produits nécessaires à la lutte contre ces effets pervers de la croissance. Or, le maintien d'un *développement durable*, qui suppose une croissance compatible avec la satisfaction des besoins de tous et avec la préservation de l'environnement, a un coût croissant. Il faudra de plus en plus prélever sur nos richesses pour financer un environnement stable (le coût croissant de l'eau, par exemple).
- *Le problème sera encore plus important lorsque l'ensemble de la planète voudra atteindre le niveau de développement des pays riches.* Les ressources de la terre n'y suffiront pas. Pour le montrer, on a calculé *l'empreinte écologique* qui quantifie pour un individu ou une population la surface bioproductive nécessaire pour produire les principales ressources consommées par cette population et pour absorber ses déchets. Il faudrait 9,2 terres pour que chaque individu puisse consommer comme un Américain.

Phrase de transition = L'accélération de la croissance mondiale (+ 3,4% par an en moyenne entre 1988 et 1997 ; + 4,1% entre 1998 et 2007) n'est donc pas soutenable à long terme (Doc 3). Les pays qui ont un IDH élevé ont un développement insoutenable du point de vue écologique. Les pays en développement ont encore une empreinte écologique soutenable mais n'ont pas atteint un niveau de développement humain convenable. Il faut donc inventer un nouveau mode de consommation dans les pays riches et un nouveau mode de développement dans les pays pauvres. Comment peut-on y arriver ?

2 – CE QUI IMPLIQUE DES MESURES DRASTIQUES POUR ASSURER UN DEVELOPPEMENT DURABLE

A – FAUT-IL RENONCER A LA CROISSANCE ?

Phrase introductive = A partir des années 1970, les partisans de la « croissance zéro » (le Club de Rome) ou de la « décroissance » contestent l'idée d'un développement économique infini : selon eux, le taux de production et de consommation ne peut pas être durablement accru ni même maintenu, dans la mesure où la création de richesse mesurée par les indicateurs économiques comme le PIB correspond à une destruction du capital naturel et que ce dernier est épuisable (Doc 1 et 2). Que convient-il de faire ?

- *Une réduction de notre mode de consommation.* La « simplicité volontaire » ou « sobriété heureuse » est un mode de vie consistant à réduire volontairement sa consommation, ainsi que les impacts de cette dernière, en vue de mener une vie davantage centrée sur des valeurs "essentielles". Après tout, la hausse du niveau de vie, à partir de 15 000 dollars par tête, n'entraîne pas une amélioration du degré de satisfaction des populations des pays riches. Cette réduction du niveau de consommation toucherait davantage les populations des pays riches que celle des pays pauvres ce qui permettrait un meilleur partage des richesses au niveau mondial.
- *Une relocalisation des productions.* Il s'agit de privilégier les circuits courts. Le fait qu'une partie des fruits consommés en Europe proviennent d'Amérique du Sud ou de Nouvelle Zélande est une aberration économique due au fait que l'on ne prend pas en compte les externalités environnementales du transport aérien, maritime et routier. La forte hausse du prix du pétrole dans l'avenir devrait souligner le coût véritable de cette mondialisation de la production.
- *Cependant, cette décroissance semble difficile à faire accepter aux populations.* D'une part, ces mesures auraient un coût social important dans les pays riches (renoncement à un certain confort, restructuration et pertes d'emplois...). D'autre part, les populations des pays en développement aspirent légitimement à un mode de vie comparable à ceux des occidentaux (la diffusion de l'automobile en Chine en est un exemple). Enfin, les comportements opportunistes risquent de l'emporter. Chacun va attendre que l'autre modifie son mode de vie pour modifier le sien ce qui fait qu'il n'y aura aucun changement.

B – COMMENT MODIFIER NOS COMPORTEMENT POUR RENDRE LA CROISSANCE DURABLE ?

Phrase introductive = L'inévitabilité de la décroissance est contestée par les tenants de l'éco-efficience pour qui, moyennant une forte réorientation des techniques et des pratiques, il serait possible de passer à un régime de croissance et de développement durables. Quelles sont leurs propositions ?

- *Tout d'abord, il est nécessaire de développer de nouvelles technologies économes en ressources naturelles et de nouvelles sources d'énergie.* Ainsi, l'intensité énergétique a diminué dans tous les pays entre 1973 et 2005 (de 40% en Amérique du Nord et en Europe, de 25% en Asie). On produit donc la même quantité de richesse avec moins d'énergie (Doc 5). Les constructeurs automobiles ont réduit la consommation d'essence des moteurs, par exemple. Enfin, de nouvelles sources d'énergie se développent (éoliennes, énergie solaire...). Lorsque la population d'un pays n'est plus accaparée par sa survie, elle dispose des moyens financiers et des techniques pour combattre les méfaits de la croissance (Doc 2).
- *Ensuite, il est nécessaire de réduire fortement le gaspillage des ressources naturelles induit par le modèle de croissance occidentale.* Pour cela il faut *internaliser les coûts collectifs de la destruction de l'environnement dans le prix des ressources naturelles* afin d'inciter les ménages et les entreprises à être économes en la matière. Cela peut être obtenu par une taxe écologique sur les industries et les consommations polluantes qui agit sur le prix (la taxe carbone). Mais cela peut être aussi obtenu par l'organisation de *droits à polluer* qui fixe un volume de pollution à ne pas dépasser et alloue à chacun un droit à polluer qu'il peut vendre s'il n'atteint pas son quota à celui qui le dépasse. Enfin, cela peut passer par une *réglementation* plus contraignante (recyclage des déchets, lampe à basse consommation...). Dans tous les cas, cela nécessite l'intervention de l'État pour fixer le montant de la taxe ou les quantités à ne pas dépasser (Doc 6).
- *Enfin, il est indispensable que les États coopèrent au niveau mondial.* Si cette coopération ne concerne qu'un certains nombre d'États, alors le phénomène du *passager clandestin* va se manifester. Ceux qui ne jouent pas le jeu vont profiter des mesures prises par les autres afin de réduire leur consommation énergétique et leur pollution, ce qui va inciter les autres à en faire de même jusqu'à l'abandon de la coopération. Or, pour l'instant, il n'y a pas encore consensus pour cette coopération comme le montre le refus des États-Unis de mettre en œuvre les accords de Kyoto qui cherche à limiter l'effet de serre ou l'échec de Johannesburg sur la protection de l'environnement (Doc 4).

Conclusion

Rappel de la démonstration = La croissance a permis une amélioration sensible du niveau et du mode de vie des populations occidentales. Elle est source d'emplois et elle est indispensable pour lutter contre le chômage. Cependant, la forte croissance de l'économie mondiale a un coût social et environnemental qui rend impossible sa soutenabilité à moins de mettre en œuvre dès maintenant des mesures draconiennes.

Ouverture = La concurrence entre pays pour le contrôle des ressources naturelles (eau, pétrole...) est source de conflits potentiels dans le futur. L'amélioration du bien-être des générations futures ne peut passer que par la coopération entre les Nations et la solidarité entre pays pauvres et pays riches.

2^{ème} plan possible (Henri de Caceres)

Introduction

Amorce = L'ancien vice président nord américain, Al Gore vient d'obtenir un franc succès avec le Prix Nobel de la Paix 2007 pour ses combats en faveur d'une croissance, d'un développement équilibré ou soutenable.

Problématique = Comment produire sans détruire de façon irréversible notre environnement ? Comment lutter contre les inégalités planétaires? Ces deux inquiétudes semblent au cœur d'une notion, le "développement durable", qui est devenue un référent incontournable depuis le rapport Bruntland de 1987 ("*Our common futur*"), et le sommet de Rio de la CNUCED, en 1992. Il s'agit, selon la définition officielle "de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la possibilité de répondre à ceux des générations à venir".

Annnonce du plan = On serait tenté de dire qu'une croissance élevée serait un atout de ce processus : l'augmentation soutenue et continue de certaines grandeurs économiques comme le PIB, la consommation, les revenus, avec un agrégat central, la valeur ajoutée, c'est-à-dire la croissance, ne permet-elle pas de dégager des ressources, des revenus, à même de financer la protection de la nature, de lutter contre les inégalités qui desservent le tiers-monde? La prise en compte de l'environnement ne peut-elle s'intégrer dans un raisonnement de type coût-avantages ?

Cette nécessité d'une croissance significative pour permettre un véritable développement durable, avec des influences réciproques, sera analysée dans une première accroche.

Qu'il nous soit pourtant pardonné de rappeler une vérité d'évidence : les premières critiques contre les excès de la croissance, celles du MIT, datent des années 1970, pourtant caractérisées par une forte croissance. De plus, les accusations aujourd'hui pleuvent sur des pays comme l'Inde ou la Chine, dont la particularité est précisément de connaître de très forts taux de croissance !!! On peut alors se demander si cette logique productiviste n'a pas consisté à considérer les biens naturels comme des biens non rares, voire même gratuits ? D'ailleurs le coût supposé de la prise en compte de l'environnement n'aurait-il pas des effets pernicieux dans le contexte actuel d'une croissance difficile à retrouver ?

Notre second propos sera précisément consacré à l'étude de cette incompatibilité apparente entre croissance forte et préservation de l'environnement.

1 – LE DEVELOPPEMENT DURABLE NE PEUT PAS SE PASSER D'UNE CROISSANCE SIGNIFICATIVE

Phrase introductive = La croissance est longtemps apparue comme une sorte de "veau d'or", dispensateur de richesses, de revenus, d'emplois, étant en général perçue comme un préalable au développement, avec l'illustration des révolutions industrielles, et plus particulièrement la période des trente glorieuses, entre 1945 et 1973. Le contenu même de chacune de ces notions ne nous amène-t-il pas d'ailleurs à évoquer la possibilité d'un cercle "vertueux"? (1) N'y a-t-il pas aussi des acteurs, marché et Etat notamment, qui permettent d'entretenir cette relation? (2).

1° UNE FORTE CROISSANCE PEUT GENERER UN CERCLE VERTUEUX FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT SOUTENABLE

A – Croissance, développement, développement durable : des principes complémentaires.

- rappel des définitions: insister sur les deux contenus du développement durable, environnement et lutte contre les inégalités
- les trois mesures du PIB et le développement durable : la croissance crée des richesses, les répartit et permet leur utilisation, ce qui n'est pas contraire au développement durable ;
- sans croissance, ou avec une faible croissance, pas de développement : des indicateurs défavorables aux PMA, un historique qui atteste du lien croissance-développement (les différentes révolutions industrielles).

B – La croissance génère des cercles vertueux de développement :

- Qu'il s'agisse des mentalités, de la démocratie, du statut de la femme, la croissance l'amélioration du niveau de vie, des conditions de vie a eu des effets porteurs. Pourquoi ne pas envisager le même processus en ce qui concerne notre environnement ?
- Dans les PDEM des efforts sont fournis, peut-être encore de manière insuffisante, pour protéger et économiser les ressources naturelles. Que ce soit l'éducation au développement durable à l'école ou les actions de recyclage qui ne peuvent être entreprises qu'avec l'assentiment de tous... et dans un pays développé qui est ainsi en mesure de conduire de telles politiques (document 2). Le recyclage des déchets par exemple, qui coûte cher, permet non seulement la protection de la nature mais autorise également des économies d'énergie lorsque l'on brûle notamment certains déchets organiques pour chauffer des bâtiments publics. Cette synergie ne peut provenir que d'une politique volontariste conduite par l'Etat. D'ailleurs, de nombreux pays ont inscrits dans leur législation le célèbre « principe de précaution », ce qui nous amène à évoquer le rôle de ces acteurs.

2° ...AVEC UN IMPACT PORTEUR POUR LA LUTTE CONTRE LES INEGALITES ET POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PART DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS

L'extension des marchés peut être favorable aux objectifs du développement durable, et le développement durable peut alimenter des processus de croissance.

A – Marché et Etat en action

- La croissance permet de générer des revenus soit par le marché, soit par l'Etat, ce qui permet également de sortir de la problématique de la survie par l'apparition d'une relative abondance. Ainsi la préoccupation des peuples du Sud peut ou pourra se tourner vers la préservation de l'environnement naturel. Un exemple : la déforestation observée en Afrique peut tenir à la nécessité de nourrir une population plus importante en développant des rizières et en utilisant le bois pour cuire les aliments (Madagascar). De fait, le développement peut à la fois favoriser la prise de conscience par l'éducation et changer les pratiques en utilisant d'autres sources énergétiques. L'Etat sud coréen a su orienter les ressources de l'industrialisation vers des secteurs prioritaires comme l'agriculture.
- L'Etat, dans les sociétés occidentales joue aussi un rôle essentiel en termes de législation protectrice (traçabilité de certains produits, OGM, règles sanitaires, recyclages) ou dans l'internalisation de certains coûts (taxations anti

pollution). Le « commerce équitable », qui permet aux pays importateurs de payer plus chers des produits venant des pays du sud à condition de « traçabilité » des produits et des conditions de production et de répartition des revenus, ne peut s'envisager que dans un contexte de croissance. Les entreprises, les consommateurs, les associations sont donc aussi des agents essentiels de ce cercle vertueux.

B – Le développement durable, à son tour, est centre de création de richesses.

Deux arguments au moins, en termes d'emploi et de progrès technique :

- emploi et développement durable ne sont pas incompatibles : le secteur non marchand (économie sociale, encadrement citoyen) peut absorber les emplois liés à une forte croissance. Les « emplois verts » sont envisageables dans des secteurs d'activité significatifs : transports, biologie, recherche, agriculture biologique, etc....
- sur le long terme, le progrès technique permet l'introduction d'équipements plus économes en énergie qui évitent le gaspillage des ressources naturelles : les véhicules consomment moins qu'avant, les maisons sont mieux isolées (document 2). On peut ainsi constater que lorsqu'il fallait 0,40 tonnes de pétrole pour produire 1 000 \$ constants de 1999 en Amérique du nord en 1973, il n'en faut plus que 0,27 vingt cinq ans plus tard... (document 5). Or ce progrès technique permettant l'arrivée de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies n'est réalisable que dans un contexte de croissance.

Phrase de transition = Pourtant, ici et là, des voix s'élèvent pour se plaindre de cette évolution. C'est l'objet du protocole de Kyoto établi en 1998 en abaissant entre 2008 et 2012 de 5,2% les émissions des gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990 (document 4). Certains pays de l'U.E. ont ainsi déjà réduit leur émission de ces gaz : -0,8% pour la France entre 1990 et 2004 ou encore -17,2% pour l'Allemagne. Mais les pays non signataires comme les Etats-Unis font l'inverse : +15,8%... Alors, et si le développement durable, obstacle à une forte croissance, n'était qu'un faux semblant ou une priorité, mais surtout pour les "autres" ?

2...MAIS CELLE-CI PEUT AUSSI LE PENALISER

Phrase introductive = En réalité, nous pouvons porter notre attention vers une double contradiction, à savoir qu'une forte croissance pose problème au développement durable, mais aussi que le développement durable est un obstacle à une forte croissance, ce qui explique son non respect. Nous nous interrogerons ainsi sur les incompatibilités entre les deux phénomènes, puis nous observerons les dangers actuels d'une forte croissance sur le développement durable.

1° LA CROISSANCE PRODUCTIVISTE A DEJA MONTRE DES EFFETS CONTRAIRES AU DEVELOPPEMENT DURABLE...

Que l'on ne s'y trompe pas: croissance et développement, à fortiori durable, ne procèdent pas nécessairement d'un ordre naturel voué à l'intérêt général. D'abord, la croissance procède d'une logique entrepreneuriale liée certes à la valeur ajoutée, mais aussi au profit, ce qui n'augure pas nécessairement un respect de l'environnement. De plus, les expériences du passé ont montré les limites de ce cercle soit disant vertueux.

A – Productivité contre intérêt général

- un type de croissance tourné vers l'accumulation : nous savons aussi que, parmi les divers facteurs de croissance, l'investissement, mesuré par la F.B.C.F., joue un rôle majeur. Or l'ensemble de ces instruments ne prend en compte que des paramètres quantitatifs ou matériels, négligeant, dans le cas de la FBCF, les facteurs immatériels comme l'éducation, la formation, bien moins polluants que l'industrialisation, l'extraction de matières premières ou encore l'utilisation de ressources énergétiques alternatives. Et que dire alors de l'utilisation de l'énergie nucléaire ou les tergiversations face à l'extension des OGM ?
- une logique microéconomique contre l'intérêt général : la croissance part du marché, de la valeur ajoutée de l'entreprise, on peut donc considérer que la prise en compte des biens naturels, pose un coût préjudiciable à la croissance.

B – Un passé lourd d'enseignements pour l'avenir

- des critiques en forte croissance, des revendications favorables à la "croissance zéro": exemple de Mai 1968, de différents cris d'alarme, comme ceux d'Ivan Illitch ou encore du M.I.T. avec le fameux rapport Meadows en 1972 ("Halte à la croissance") et malgré la période d'anesthésie des années 1970-80, du fait de la crise, dénonçant le manque de clairvoyance des politiques économiques en termes d'urbanisme, d'entassement, avec la logique du "métro, boulot, dodo" et des législations protectrices très faibles.
- des comportements individuels pour le moins contestables, avec la massification des loisirs, le tourisme "défigurant", l'individualisation des utilités ...

Phrase de transition = Il existe ainsi un coût élevé de destruction d'une nature considérée comme un bien gratuit puisque non marchand, avec même des méfaits devenus spectaculaires en termes d'accidents nucléaires (Tchernobyl) maritimes (Torrey Canyon, Erika, Prestige). On doit aussi évoquer le problème de la déforestation (Sahel, Amazonie) de la pollution des cours d'eau, du trou dans la couche d'ozone, etc....

2° DES STRATEGIES DE RETOUR A UNE FORTE CROISSANCE PREJUDICIALES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

Phrase introductive = Il ne s'agit pas simplement de faire un bilan des années de braise car, après tout, rien ne nous empêche d'inverser la tendance aujourd'hui. Justement, de lourds nuages semblent toujours planer dans un climat morose, malgré Al Gore ou, chez nous, le récent "Grenelle de l'environnement". Deux exemples significatifs :

A – Cas des pays émergents

- Si la planète a pu absorber la croissance du Japon ou plus récemment de la Corée du Sud, l'intégration de pays comme la Chine ou l'Inde dans le club plutôt restreint des pays développés pose le problème des limites des ressources naturelles d'une façon brutale. Avec une croissance de 9,9% par an en moyenne entre 1988 et 1997 et continuant à un rythme soutenu entre 1998 et 2007 de 8,9% par an en moyenne (document 3), la Chine utilise des procédés de fabrication particulièrement polluants alors que l'élévation du niveau de vie de sa population la fait entrer de plain-pied dans la société de consommation : c'est pratiquement 20% de la planète qui souhaite accéder à un niveau de vie et de consommation similaire à celui des PDEM. Du reste, la production en Asie utilise un peu plus d'énergie : 0,26 tonnes de pétrole pour produire 1 000 \$ de 1999 en 1998 contre 0,25 en 1973... [document 5].

- Le rapport Stern d'octobre 2006 ne s'inquiète pas seulement de la position de pays comme les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, il se préoccupe aussi de la croissance rapide de pays comme la Chine qui s'ils émettent actuellement moins de gaz à effet de serre (à peu près 7 fois moins par personne que les Etats-Unis), voient leur émission progresser sans prendre part à la préoccupation mondiale. Ces croissances rapides pèsent aussi sur les ressources naturelles disponibles et donc sur les marchés à l'heure de la fin du pétrole. Désormais, la consommation de pétrole est supérieure à la découverte de nouvelles réserves (de 20 Md de barils en 2004, doc 1).
- B – Généralisation : et l'empreinte écologique?**
- Pouvons-nous continuer tout simplement à vivre comme avant ? La terre a une capacité biologique de 1,9 ha par personne en 1999 et le consommateur moyen correspond à 2,3 ha ; soit un dépassement de 20% (document 6). Nos modes de consommation ne correspondent plus aux ressources naturelles à notre disposition alors que la Science économique considèrerait que les biens libres ne rentraient pas dans la problématique de la rareté...
 - Le défi de l'association croissance élevée/développement durable se pose donc en de nouveaux termes : on ne peut pas reprocher aux pays du Sud de vouloir assurer leur développement en imitant les pays du Nord ; c'est du reste l'argument qu'ils emploient pour justifier leur croissance dans un contexte de concurrence mondiale acharnée. Il en résulte que devant partager notre planète, nous sommes obligés de revoir le partage des richesses Nord/Sud (et pas seulement...) : le consommateur moyen dispose en Afrique ou en Asie de 1,4 ha alors qu'aux Etats-Unis c'est 7 fois plus... (document 6). Le développement durable touche ici à la question des inégalités.
 - Concernant un pays comme la France, il est significatif de constater que les conclusions du "Grenelle vert" comportent de nombreuses restrictions ou limites potentielles du type "si possible", "souhaitable". Par ailleurs, que penser de l'offensive, dans le même temps, ce qui laisse songeur, contre le principe dit de "précaution", si ce n'est que le retour à une forte croissance réclame la mise sous le boisseau de certains paramètres du développement durable.

Conclusion

Rappel de la démonstration = "Polluer ou croître, il faut choisir", pourrait-on dire en parodiant une citation célèbre de A. Sauvy sur le vieillissement. C'est que "Our Common futur" semble menacé, et que donc la préoccupation écologique n'est plus l'apanage de quelques poètes illuminés. Pour autant on ne peut que constater que les égoïsmes nationaux reprennent le dessus, les Etats-Unis freinant des 4 fers pour obtenir un accord mondial sur la limitation des énergies polluantes. Et quelles surprises nous réserve la Chine le jour où ce pays s'ouvrira aux contrôles des commissions mondiales ...?

Ouverture = Ne faudrait-il pas aussi considérer que le respect de certaines valeurs universelles, comme les principes fondamentaux (égalité des droits, liberté, solidarité, démocratie...) devraient figurer dans une sorte de charte du "développement durable et démocratique" ?

3^{ème} plan possible (François Colombeau)

PARTIE I - UNE CROISSANCE ELEVEE COMPATIBLE AVEC UN DEVELOPPEMENT DURABLE...

A) – LA CROISSANCE PEUT ASSURER LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES

1^{er} argument = Economies d'énergie avec le progrès technique. Sur le long terme, le progrès technique permet l'introduction d'équipements plus économes en énergie qui évitent le gaspillage des ressources naturelles : les véhicules consomment moins qu'avant, les maisons sont mieux isolées, ... [document 2]. On peut ainsi constater que lorsqu'il fallait 0,40 tonnes de pétrole pour produire 1 000 \$ constants de 1999 en Amérique du nord en 1973, il n'en faut plus que 0,27 vingt cinq ans plus tard... [document 5]. Or ce progrès technique permettant l'arrivée de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies n'est réalisable que dans un contexte de croissance.

2^{ème} argument = Le changement des mentalités. Le développement permet également de sortir de la problématique de la survie par l'apparition d'une relative abondance. Ainsi la préoccupation des peuples du Sud peut ou pourra se tourner vers la préservation de l'environnement naturel. Un exemple : la déforestation observée en Afrique peut tenir à la nécessité de nourrir une population plus importante en développant des rizières et en utilisant le bois pour cuire les aliments (Madagascar). De fait, le développement peut à la fois favoriser la prise de conscience par l'éducation et changer les pratiques en utilisant d'autres sources énergétiques.

B) – L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS DOIT ENCADRER CETTE CROISSANCE

1^{er} exemple = Mesures prises dans les PDEM. Dans les PDEM des efforts sont fournis, peut-être encore de manière insuffisante, pour protéger et économiser la ressource naturelle. Que ce soit l'éducation au développement durable à l'école ou les actions de recyclage qui ne peuvent être entreprises qu'avec l'assentiment de tous... et dans un pays développé qui est ainsi en mesure de conduire de telles politiques [document 2]. Le recyclage des déchets par exemple, qui coûte cher, permet non seulement la protection de la nature mais autorise également des économies d'énergie lorsque l'on brûle notamment certains déchets organiques pour chauffer des bâtiments publics. Cette synergie ne peut provenir que d'une politique volontariste conduite par l'Etat.

2^{ème} exemple = Et au niveau mondial ? Mais parce que nous sommes à l'heure de la mondialisation et que la question environnementale ne se limite pas aujourd'hui à un territoire donné, des accords doivent être trouvés à l'échelle mondiale. L'enjeu le plus urgent étant celui du réchauffement climatique : en attendant de nouvelles sources d'énergie moins polluantes, il devient en effet indispensable de réduire l'émission des gaz à effet de serre. C'est l'objet du protocole de Kyoto établi en 1998 en abaissant entre 2008 et 2012 de 5,2% les émissions de ces gaz par rapport au niveau de 1990 [document 4]. Certains pays de l'U.E. ont ainsi déjà réduit leur émission de ces gaz : -0,8% pour la France entre 1990 et 2004 ou encore - 17,2% pour l'Allemagne. Mais les pays non signataires comme les Etats-Unis font l'inverse : +15,8%...

PARTIE II - ... QUI PEUT CEPENDANT LE REMETTRE EN CAUSE AUJOURD'HUI

A) – UNE CROISSANCE TROP ELEVEE DANS LES PAYS EMERGENTS

1^{er} argument = La croissance exceptionnelle de la Chine et de l'Inde. Si la planète a pu absorber la croissance du Japon ou plus récemment de la Corée du Sud, l'intégration de pays comme la Chine ou l'Inde dans le club plutôt restreint des pays développés pose le problème des limites des ressources naturelles d'une façon brutale. Avec une croissance de 9,9% par an en moyenne entre 1988 et 1997 et continuant à un rythme soutenu entre 1998 et 2007 de 8,9% par an en moyenne [document 3], la Chine utilise des procédés de fabrication particulièrement polluants alors que l'élévation du niveau de vie de sa population la fait entrer de plain-pied dans la société de consommation : c'est pratiquement 20% de la planète qui souhaite accéder à un niveau de vie et de consommation similaire à celui des PDEM. Du reste, la production en Asie utilise un peu plus d'énergie : 0,26 tonnes de pétrole pour produire 1 000 \$ de 1999 en 1998 contre 0,25 en 1973... [document 5]

2^{ème} argument = Une croissance qui pèse sur l'environnement. Le rapport Stern d'octobre 2006 ne s'inquiète pas seulement de la position de pays comme les Etats-Unis dans la cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, il se préoccupe aussi de la croissance rapide de pays comme la Chine qui s'ils émettent actuellement moins de gaz à effet de serre (à peu près 7 fois moins par personne que les Etats-Unis), voient leur émission progresser sans prendre part à la préoccupation mondiale. Ces croissances rapides pèsent aussi sur les ressources naturelles disponibles et donc sur les marchés à l'heure de la fin du pétrole. Désormais, la consommation de pétrole est supérieure à la découverte de nouvelles réserves [de 20 Md de barils en 2004, document 1].

B) – DES MODES DE CONSOMMATION QUI DEVRONT CHANGER

1^{er} argument = Capacité de la terre limitée. Pouvons-nous continuer tout simplement à vivre comme avant ? La terre a une capacité biologique de 1,9 ha par personne en 1999 et le consommateur moyen correspond à 2,3 ha ; soit un dépassement de 20% [document 6]. Nos modes de consommation ne correspondent plus aux ressources naturelles à notre disposition alors que la Science économique considèrerait que les biens libres ne rentraient pas dans la problématique de la rareté...

2^{ème} argument = Une nouvelle répartition des richesses ? Le défi de l'association croissance élevée/développement durable se pose donc en de nouveaux termes : on ne peut pas reprocher aux pays du Sud de vouloir assurer leur développement en imitant les pays du Nord ; c'est du reste l'argument qu'ils emploient pour justifier leur croissance dans un contexte de concurrence mondiale acharnée. Il en résulte que devant partager notre planète, nous sommes obligés de revoir le partage des richesses Nord/Sud (et pas seulement...) : le consommateur moyen dispose en Afrique ou en Asie de 1,4 ha alors qu'aux Etats-Unis c'est 7 fois plus... [document 6]. Le développement durable touche aussi à la question des inégalités.